

Appel de la CEF des 13 & 14 mars 2019

La lutte des peuples nous donne espoir, la lutte doit continuer !

En Algérie, le peuple nous donne une belle leçon de démocratie par sa mobilisation massive jusqu'à la grève générale, se traduisant par un premier recul de Bouteflika.

En Espagne le 8 mars, 5 millions de manifestants étaient dans la rue pour exiger le respect des droits des femmes.

Au Venezuela, le peuple, qui a élu démocratiquement et massivement par 67,7 %, le président Maduro le 20 mai 2018, résiste aux attaques conduites par Trump, qui veut piller les richesses du pays.

Macron et ses alliés capitalistes européens se sont empressés de soutenir un usurpateur fasciste, ultralibéral.

Pendant ce temps-là, en France, chaque semaine, la répression policière est la seule réponse du gouvernement aux mouvements sociaux en cours, reflétant les exigences d'une grande partie de la population.

Pire, cette politique répressive et violente se traduit par un durcissement législatif soumettant le droit à manifestation à décision administrative (loi anti-casseurs) donc soumise à décision du représentant de l'Etat (*Article 12 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 : La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée*).

Ces attaques se poursuivent par des intimidations inédites conduites par Castaner à l'encontre d'Info'Com CGT, une organisation syndicale de la CGT, dont le secrétaire général est assigné en justice, pour une affiche estimée diffamatoire le lundi 18 mars. La dictature en marche ?

Certaines mairies ultralibérales emboîtent le pas et tentent désormais de déposséder les organisations syndicales et la CGT, Unions Locales et Unions Départementales (Foix et Nancy notamment), des Bourses du Travail, de leurs locaux.

Les attaques du gouvernement contre l'ensemble des champs de la protection sociale, touchent entre autres, les salariés du RSI, le statut de l'encadrement, les groupes de protection sociale.

La Fédération affirme comme prioritaire la nécessité de porter haut et partout nos revendications sur l'assurance chômage et la retraite.

- Nous refusons la réforme retraite Macron/Delevoye qui vise la destruction du système solidaire par répartition.
- Nous refusons la destruction des droits et des moyens pour les privés d'emploi.

D'une manière générale, nous refusons la destruction de notre modèle social fondée sur notre protection sociale (Sécu, assurance chômage et retraite). Notre Fédération mettra tout en œuvre pour défendre nos conquies sociaux.

Il y a une urgence sociale à poursuivre les mobilisations, celle du 16 mars pour un printemps climatique et social et surtout celle du 19 mars, journée d'action confédérale sur « Le progrès social », où nous porterons haut et fort nos revendications en matière de Protection sociale notamment sur l'assurance chômage et la retraite.

Tous en grève le 19 Mars
Tous ensemble dans la rue, continuons la lutte pour une société plus juste et
solidaire !